

Cette première pierre sera-t-elle annonciatrice de la destruction de Tisséo Régie Urbaine.... ?

Quelques 5 années après la plus grande catastrophe industrielle de notre pays nous n'en sommes qu'à la pose de la première pierre pour la reconstruction du dépôt de bus de Langlade.

Déjà lors de l'installation du dépôt de bus face à l'usine AZF, la CGT dénonçait avec force le manque de sécurité et l'absence d'écoute des salariés qui s'inquiétaient à juste titre de la proximité de cette usine chimique.

Le 21 septembre 2001, les inquiétudes des Traminots se concrétisaient par l'explosion du bâtiment 221 renfermant plusieurs tonnes de nitrates d'ammonium tuant un grand nombre de salariés et de toulousains, faisant des milliers de victimes parmi la population.

Au lendemain de cette catastrophe majeure, blessés dans leur chair, les Traminots ont tenu à assurer dignement et avec abnégation le Service Public.

Pendant plusieurs mois installés sur le parking du Zénith les Traminots ont assuré le Service public, et depuis 2002, installé dans des locaux vétustes du GIAT, ils continuent à faire leur métier.

Malgré un travail des salariés des services techniques et de leur syndicat CGT qui dans un document remis aux décideurs ont présenté les besoins d'équipements pour les ateliers et autres magasins, les salariés et leur organisation Cgt ont été écartés systématiquement de ce projet de reconstruction.

Les Traminots entendent beaucoup parler de démocratie de proximité dans les discours des élus toulousains, ils souhaitent simplement le passage des paroles aux actes et le respect des engagements pris depuis plus de quatre années.

Dans le même temps le Service public de transports a été le jouet d'une bataille politique qui a entretenu l'incertitude dans la tête des Traminots.

Promis au groupe Connex par un sénateur socialiste, puis dirigé par Semvat / RATP en 2004, et enfin livré à nouveau au groupe Connex pour toute l'année 2005, les Traminots ont vécu jusqu'à aujourd'hui dans une angoisse extrême.

Cette année 2005 qui a vu une considérable augmentation des pannes du métro, a été une triste démonstration de ce qu'est la gestion par un groupe privé.

2005 aura été l'année de la désorganisation des services maintenances bus et métro, avec une nette réduction des effectifs dans l'ensemble des services techniques de l'entreprise.

L'acharnement du Président du SMTC Jean Luc Moudenc tout au long de l'année 2005 pour empêcher la mise en place de la Régie publique a encore ajouté à l'anxiété des salariés.

La décision tardive de mise en Régie en novembre 2005 a entretenu les difficultés d'approvisionnement en pièces détachées déjà présentes suite à la décision revancharde de Connex qui avait stoppé en novembre 2005 tout achat des pièces détachées à l'annonce de création de la Régie publique.

Comme si cela ne suffisait pas aux Traminots, la droite a fait voté au Parlement un amendement nommé ironiquement dans les couloirs de l'Assemblée Nationale l'amendement « Paillé -Toulouse » pour permettre la reprise en main du SMTC par la droite toulousaine qui affiche la ferme intention de dissoudre à terme la Régie urbaine.

Peu d'entreprise de transports aura eu à subir autant de vicissitudes, les Traminots toulousains aspirent aujourd'hui à plus de tranquillité, ils désirent conserver la structure publique qui les organise aujourd'hui.

Ils demandent solennellement aux élus de tous bords de laisser l'entreprise publique de Transports urbain assurer sa mission de transporteur public.

A la veille de l'ouverture de la seconde ligne de métro, les usagers et les salariés demandent que les énergies soient plutôt consacrées au développement du service public de transports en assurant la qualité et la sécurité pour tous.

Les Traminots demandent que la pose de cette première pierre soit le symbole pour la pérennisation de la Régie Urbaine Tisséo.

Qu'ici un engagement solennel soit pris de laisser vivre la Régie publique pour permettre un développement concerté du réseau public urbain répondant aux attentes de démocratie et aux besoins de mobilité des usagers toulousains dans le respect des garanties sociales des Traminots.